

CORDOBA WORKSHOPS REPORTS

Promotion de la coexistence pacifique entre les
acteurs politiques à visions du monde divergentes
Evaluation de l'alliance Nidaa Tounes - Ennahdha

Tunis, 23 septembre 2017

Auteur | Salahedine Jourchi



FONDATION CORDOUE DE GENÈVE
CORDOBA FOUNDATION OF GENEVA - مؤسسة قرطبة جنيف



© Fondation Cordoue de Genève, Forum El Jahedh 2017

Fondation Cordoue de Genève
Case postale 360
CH -1211 Genève 19
Tél. : +41 (0) 22 734 15 03
info@cordoue.ch
www.cordoue.ch

Forum El Jahedh
42 Avenue de la Liberté
Tunis, Tunisie
Tél. : +216 (0) 71 894590
forum.eljahedh@gmail.com
www.jahedhforum.org

Promotion de la coexistence pacifique
entre les acteurs politiques à visions du monde divergentes

Rapport d'atelier : Evaluation de l'alliance Nidaa Tounes - Ennahdha

Tunis, 23 septembre 2017

Auteur : Slaheddine Jouchi

Traduit de l'arabe par : Khadidja Neggazi

Édité par : Charlotte Mounier

Mise en page et couverture : Amine Lakhdar

Propriété intellectuelle : ce rapport appartient conjointement à la Fondation Cordoue de Genève et au Forum El Jahedh. La diffusion et l'utilisation de ce document sont permises sous conditions de citer la source.

Remerciements : Nos remerciements vont à tous les participants à l'atelier pour leur contribution à la réalisation de ce rapport. Nous remercions également le Bureau « Religion-Politique-Conflit » du Département fédéral des affaires étrangères suisse pour leur contribution à la réalisation de ce travail.

Les opinions exprimées dans ce rapport présentent les vues du contributeur, et pas nécessairement ceux de la Fondation Cordoue de Genève.

LA FONDATION CORDOUE DE GENEVE

(FCG) est une organisation non-gouvernementale suisse à but non lucratif œuvrant dans le domaine de la promotion de la paix. Nous travaillons principalement sur les tensions et les polarisations dans les sociétés où vivent des musulmans, et nous visons à renforcer les ressources théoriques et pratiques en matière de transformation de conflits dans les pays à majorité musulmane. Etablie à Genève en 2002, notre Fondation promeut l'échange entre les cultures et les civilisations, dans l'esprit qui prévalait à Cordoue au Xe siècle. La ville andalouse appelée « Capitale de l'esprit » demeure un modèle quasi-unique de coexistence pacifique et de brassage des idées.

www.cordoue.ch

LE FORUM EL JAHEDH

Le Forum El Jahedh est une plateforme culturelle et intellectuelle qui mise sur l'importance du dialogue tant local qu'international. Il contribue aux tendances de l'avancement d'une pensée innovante pour gagner en savoir historique qui contrôle les stratégies des nations faisant face aux challenges. Ses objectifs sont accomplis à travers la connaissance, la liberté, la démocratie et l'unité dans le but d'atteindre le développement avec une modernité connectée à son héritage. L'Association El Jahedh est une organisation non-gouvernementale tunisienne qui a obtenu la licence gouvernementale le 12 juin 1990 et a été inscrite au Journal Officiel de la République de Tunisie No. 77 le 22 octobre 1990. Elle a été classée comme Association Culturelle par décision du Ministère de l'Intérieur le 23 novembre 1992.

www.jahedhforum.org

LE PROGRAMME AFRIQUE DU NORD

Le programme Afrique du Nord est développé conjointement avec le bureau Religion-Politique-Conflit (RPC) de la Human Security Division (HSD) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Le domaine d'intérêt de ce programme est de s'occuper des polarisations et des tensions existant à l'intersection de la religion et de la politique et/ou impliquant des acteurs politiques à référentiel religieux. Des sociétés inclusives, participatives et pacifiques dans la région sont le but global de ce programme. Les objectifs pour y contribuer sont 1) réduire les tensions entre islamistes et séculiers, 2) diminuer les facteurs menant à l'exclusion politique d'acteurs à inspiration religieuse, et 3) répondre aux discours religieux violents par des discours et pratiques alternatifs.

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	5
II. QUE S'EST-IL PASSÉ POUR QUE L'AFFRONTMENT SE MUE EN CONSENSUS ENTRE LES ADVERSAIRES D'HIER ?	6
III. COMMENT SE PRÉSENTE L'AVENIR DE CETTE ALLIANCE ENTRE ENNAHDHA ET NIDAA ?	8
IV. CRAINTE DE L'HÉGÉMONIE	11
V. CONCLUSIONS.....	12



I. INTRODUCTION

Le Forum El Jahedh et la Fondation Cordoue de Genève (FCG) ont organisé en coopération avec le Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE) le 23 septembre 2017 un atelier, le troisième du genre qui se tient à Tunis, dans le cadre du programme « Promotion de la coexistence pacifique entre les acteurs politiques tunisiens à différentes références idéologiques ». Deux précédentes rencontres ont été organisées, dont une première dédiée au dialogue entre les islamistes et les séculiers dans le contexte tunisien et une deuxième rencontre consacrée aux expériences du 18 octobre et de la Troïka. Cet atelier, pour sa part, avait pour objet l'évaluation de l'alliance entre le parti Nidaa Tounes et le mouvement Ennahdha, une expérience qui dure depuis 2014, date des dernières législatives, jusqu'à ce jour.

L'atelier vise à évaluer la coalition entre Ennahdha et Nidaa Tounes depuis 2014, comme exemple de consensus visant à promouvoir l'action commune entre acteurs de bords idéologiques différents, afin de protéger le processus de transition démocratique en Tunisie. Ce but est lié à l'objectif principal de ce programme, qui est de faciliter un processus de dialogue afin de créer un environnement sécurisé qui pourrait permettre, à terme, de trouver un consensus et des solutions sur la base d'une bonne relation entre les islamistes et les séculiers pour qu'ils joignent leur capacité à garantir la stabilité mais aussi la coexistence afin de réussir la transition démocratique en Tunisie. Cet objectif peut être atteint en examinant les aspects pratiques qui ont caractérisé les initiatives communes lancées par les deux parties. Le plus important est de savoir si l'idée du rapprochement conjoncturel est en train de devenir une partie importante du

processus d'édification de l'union nationale qui requiert de donner la priorité au politique plutôt qu'à l'idéologique et de faire prévaloir l'intérêt supérieur de la nation sur les intérêts partisans restreints.

Cet atelier a vu la participation de représentants des deux partis précités et des responsables des partis « Machrouu Tounes », « Al Hirak », « le Forum pour le travail et les libertés », « Al-Binaa », le Front Islamique et un certain nombre de personnalités indépendantes et des chercheurs universitaires, ainsi que des jeunes issus d'Ennahdha et de Nidaa Tounes avec au total 26 participants, hommes et femmes.

L'atelier a débuté par les mots d'ouverture du président du Forum El Jahedh, du représentant du FCG et de la représentante du DFAE, qui a rappelé l'engagement de la Suisse dans le secteur de la coopération et de la transition politique. Après la session d'ouverture, l'atelier a amorcé ses travaux par deux communications de deux représentants de Nidaa Tounes. Cette session avait pour thématique « L'alliance Ennahdha - Nidaa : un impératif dicté par les résultats des élections ou un choix stratégique ? ».

Le modérateur de la session a expliqué dans son introduction que l'alliance entre ces deux partis n'avait pas été envisagée par les prévisions post-révolution, notamment après la création de Nidaa Tounes. Cette alliance a donc surpris et a été qualifiée par beaucoup de « contre nature ». Ceci est dû aux profonds désaccords entre les *Destouriens* à l'époque du président Bourguiba, et plus tard entre les partisans du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) et les islamistes à l'époque du président Ben Ali. Des désaccords qui ont mené à la répression des partisans d'Ennahdha quarante années durant. En

outre, la rivalité politique entre Ennahdha et Nidaa Tounes a atteint un paroxysme.

II. QUE S'EST-IL PASSE POUR QUE L'AFFRONTLEMENT SE MUE EN CONSENSUS ENTRE LES ADVERSAIRES D'HIER ?

Les représentants de Nidaa Tounes à l'atelier évoquent les résultats des élections législatives de 2014, dans lesquelles ils ont obtenu 86 sièges au parlement, ce qui a surpris tout le monde. Or même avec un nombre aussi important d'élus, ce n'était pas suffisant pour former un gouvernement stable, notamment après le retrait du parti « Afek Tounes » qui a conditionné sa participation par l'intégration d'Ennahdha à la coalition gouvernementale. Il a été rappelé dans ce contexte les négociations menées à l'époque avec le « Front Populaire » qui regroupe les forces de l'extrême-gauche et les partis d'obédience panarabiste, et ce dans le but de les convaincre de participer dans une coalition gouvernementale aux côtés de Nidaa Tounes. Cependant, les chefs du Front ont refusé ce scénario en raison des différences d'orientations économiques et sociales entre les deux parties, ce qui a conduit Béji Caïd Essebsi à penser que la stabilité politique passe nécessairement par une alliance avec Ennahdha et le dépassement des anciennes querelles, ce qui permettra l'émergence d'un gouvernement doté d'une majorité confortable.

Même s'il a été admis que l'alliance avec Ennahdha « n'était pas normale », la finalité de Nidaa Tounes était de garantir la stabilité politique qui ne peut avoir lieu qu'on protégeant les institutions de la confusion et des changements abruptes. A cela s'ajoutent d'autres facteurs qui ont imposé un minimum de coopération avec Ennahdha, à la tête desquels la guerre civile en Libye, la

recrudescence de la menace terroriste, et l'effacement de la dette des agriculteurs entres autres.

Afin de rassurer les mécontents au sein et à l'extérieur du parti, la direction de Nidaa Tounes a posé plusieurs conditions à Ennahdha pour assurer sa participation sans toutefois en faire un partenaire à part entière dans la composition du gouvernement. C'est ce qui a été approuvé par Rached Ghannouchi, et la participation du mouvement dans le premier gouvernement de Habib Essid était très timorée, avec un seul ministre. Cette situation a donné à son gouvernement une majorité confortable.

Le résultat fut un gouvernement hétéroclite, d'autant plus que des personnalités se sont vues proposer des portefeuilles ministériels mais n'ont accepté aucune responsabilité gouvernementale à cette époque. Or, on s'aperçoit que les membres de Nidaa Tounes refusent d'utiliser le terme « alliance » pour décrire la relation entre les deux partis. Ils justifient cet état de fait comme faisant partie « d'une situation de partenariat gouvernemental imposée par la réalité », ce qui a donné lieu à une coordination entre les groupes parlementaires des deux partis en tant que représentant des deux plus grands partis, contribuant ainsi à faire voter des lois avec une majorité confortable. Des désaccords ont cependant émergé autour de plusieurs questions majeures telles que le projet de la loi antiterroriste, la Cour suprême, le projet de la loi sur la réconciliation, le projet de restructuration des banques publiques, et la question de la finance islamique. Cela démontre que l'accord entre les deux partis n'était pas un blanc-seing ou simplement des paroles en l'air.

Face à ces tentatives pour justifier le partage du pouvoir entre les deux partis, ceux qui ont quitté le navire Nidaa Tounes et formé

d'autres partis comme « Machrouu Tounes » considèrent que l'alliance avec Ennahdha était « une trahison des électeurs » qui ont choisi « Nidaa » pour évincer Ennahdha et l'éloigner du pouvoir par les voies de la démocratie. Ces derniers ont affirmé que la rivalité entre les deux parties était bien ancrée sur des bases politiques et intellectuelles, et c'est cet élément qui explique la victoire de Nidaa Tounes qui a réussi à diaboliser Ennahdha et à l'écarter des appareils de l'Etat. Ils croient que l'alliance avec Ennahdha n'était pas tant une nécessité imposée par les résultats des législatives qu'une manœuvre programmée par le fondateur du parti Béji Caïd Essebsi. Ils pensent que la direction du parti avait d'autres possibilités pour former un gouvernement sans la participation d'Ennahdha.

Les tenants de cet avis affirment que les répercussions de cette alliance sur le parti Nidaa étaient très néfastes, dans la mesure où le parti est fondé principalement sur deux fondamentaux, le rassemblement autour du fondateur Béji Caïd Essebsi, et l'animosité envers Ennahdha. La participation d'Ennahdha au gouvernement a déclenché la saga des désunions au sein du parti, apportant ainsi la confirmation que cette décision de faire alliance était une décision hiérarchique et superficielle qui s'articule autour d'un échange de bons procédés et la distribution des centres de pouvoir. Cette situation explique le désamour des électeurs au sein du parti et parmi les politiciens en général.

De leur part, les représentants d'Ennahdha ont reconnu que les expériences politiques qui sont les leurs, leur ont appris la nécessité de chercher le dénominateur commun avec l'autre, et c'est pour cette raison qu'ils ont engagé d'importantes révisions. Les documents politiques et intellectuels présentés lors du dixième congrès ont exprimé cette démarche de révision, qui a

touché plusieurs questions épineuses, dont la dernière en date fut leur position vis-à-vis de la loi sur la réconciliation, qui suscite encore aujourd'hui la controverse sur la scène tunisienne. Ennahdha a réfuté également l'hypothèse selon laquelle Nidaa Tounes était disposé à faire alliance avant les élections de 2014. C'est après l'annonce des résultats que l'idée a fait son chemin. Quant à l'accord de Paris entre Essebsi et Ghannouchi, les partisans d'Ennahdha le considèrent comme « un consensus pour la patrie et non par intérêts partisans étroits ».

Des jeunes de Nidaa Tounes ont affirmé que leur parti a été fondé par des personnes dont les parcours diffèrent, constituant pour ainsi dire les affluents du parti, le rendant disposé à être l'ami de tout le monde. Après la révolution, l'occasion ne s'est pas présentée aux jeunes de « Nidaa » pour connaître l'histoire du mouvement Ennahdha, laissant la suspicion hanter l'esprit de ces jeunes à son égard. Mais ces derniers ont admis qu'Ennahdha a changé son discours, et que le rapprochement entre les deux partis était important, et s'est opéré sur trois niveaux, à savoir, le parlement, le gouvernement et l'organe de coordination entre les deux partis. Cet organe n'a pas œuvré à approfondir la connaissance mutuelle et la coexistence entre les bases des deux partis, notant au passage qu'au niveau des régions, les différentes formes d'action commune n'ont pas été accueilli favorablement tant au niveau local que régional. Ils ont notamment indiqué que l'alliance mise en place « était importante car sa raison d'être est la lutte contre la corruption, et cette dernière nécessite la synergie de plus d'un parti, un parti seul ne pourra mener à bien cette lutte quelle que soit sa force ».

Bon nombre de représentants des partis d'opposition, qui ont refusé cette alliance et l'ont critiqué sévèrement, ont justifié leur

position par le fait que cette alliance n'est pas fondée sur une vision sérieuse. Certains l'ont comparée à un « mariage d'intérêt », d'autant plus que les bases des deux partis n'ont pas assimilé le changement soudain des positions de leurs leaders, marquées par le discours de haine qui a pris le dessus au début sur le discours de Nidaa Tounes et également sur celui d'Ennahdha, et que les fondateurs des deux partis ne croyaient nullement à l'action commune. Or comme aucun parti ne pouvait balancer l'autre par-dessus bord, ils ont été forcés de coexister, ne serait-ce que provisoirement. L'alliance est de leur point de vue une « transaction dans laquelle Ennahdha a pour mission d'encadrer la rue tandis que Nidaa encadre l'Etat. Cette alliance a été initiée par un rapprochement fin 2013 dicté par le rapport de force, et pour lequel le dialogue national a été institué sous la houlette de l'Union tunisienne du travail (UGTT) et une composante internationale incarnée par l'aval de Paris et le soutien de l'Algérie et des Etats-Unis ». Sur ce point, ceux qui ont participé aux deux gouvernements de la Troïka avec Ennahdha se rappellent avoir fait l'objet auparavant de diabolisation et de critique sévère de la part des dirigeants de « Nidaa » à cause de leur partenariat avec Ennahdha, mais après le changement des rapports de force, ils ont en fait tout autant sans s'excuser de leurs reproches exprimés par le passé.

Les représentants de la Troïka qui ont divergé ultérieurement avec Ennahdha affirment que le discours d'incitation est encore de mise entre les deux partis, et que sans le rapport de forces issu des élections, le rapprochement et l'alliance n'auraient pas eu lieu entre les deux parties. Ainsi d'aucuns s'interroge : est-ce que la démocratie, sous sa forme actuelle, répond aux aspirations du changement social revendiqué par la révolution de 2011 et la Constitution de 2014 ? Il conclut que la réponse est inexistante.

Nous avons relevé lors des travaux de cet atelier qu'un certain nombre de représentants de Nidaa Tounes ont exprimé des réserves à l'égard du gouvernement de Youssef Chahed, bien qu'il soit dirigeant dans le même parti, lequel l'a présenté à la présidence du gouvernement. Ceci reflète une partie des vives dissensions qui subsistent encore entre les cadres du parti sur de plusieurs questions dont l'évaluation de l'action gouvernementale, et démontre clairement que ce parti qui est au pouvoir n'est pas homogène, et ce malgré l'hémorragie qu'il a connue et dont le résultat fut la démission et l'éparpillement de dizaines de ses membres fondateurs et principaux cadres dont certains ont fondé de nouveaux partis. Il a été reconnu également durant l'atelier que la performance de nombreux ministres affiliés à Nidaa Tounes est faible, voire qualifiée de « catastrophique », ce qui laisse deviner que la compétence n'est pas le seul critère dans le choix des ministres, mais ont été pris également en considération les allégeances et les quotas partisans.

III. COMMENT SE PRESENTE L'AVENIR DE CETTE ALLIANCE ENTRE ENNAHDHA ET NIDAA ?

Des voix s'élèvent au sein du parti Nidaa Tounes pour mettre fin à cette alliance, qui s'est transformée, selon eux, en un boulet pour eux-mêmes et pour leur parti. Ils proposent, pour débloquer cette situation, de modifier le système électoral, et de trouver une forme alternative à même de faire émerger une majorité composée d'un seul parti qui prendra les commandes du pays sans avoir besoin d'un autre parti avec qui il devrait partager le pouvoir.

Quant à l'évaluation de cette relation entre les deux partis au pouvoir actuellement, les représentants de Nidaa ainsi que ceux d'Ennahdha estiment qu'il est encore

prématuré, sous prétexte que cette relation est régie par « la raison et les intérêts communs ». Par ailleurs, l'opinion publique politisée exprime toujours ses craintes de ce qu'on appelle, en Tunisie, « Taghaoul », ou hégémonie de s'accaparer du pouvoir à cause de l'héritage de la période d'avant la révolution.

Il y a un autre élément sur lequel une partie des membres du Nidaa Tounes insiste ; il concerne l'importance des références théoriques de l'action politique. Ils laissent entendre que la Tunisie se caractérise par la domination de l'école de la réforme basée sur les élites locales, et ce depuis le dix-neuvième siècle. Ils pensent que Nidaa Tounes fait partie de cette école et en est l'héritier. Ils considèrent que, du fait de leurs idéologies, la gauche et les islamistes ne partent pas de la réalité tunisienne, et ce contrairement au courant issu de *Al-Destour*, qui a été fondé et a grandi de l'intérieur du pays et à partir de ses racines culturelles de réforme.

C'est pourquoi, cette frange du parti cherche à trouver les dénominateurs communs qui peuvent mettre en accord les partisans de Nidaa et les islamistes. Cette recherche les a menés à revenir au Cheikh Abdelaziz Tâalibi, le fondateur du parti *Al-Destour* qui était par ailleurs un cheikh à la Zitouna¹. Ils le considèrent donc comme l'ancêtre commun des deux partis, qui pourrait être considéré comme un point de départ pour mettre en place une plateforme théorique commune et justifiant cette alliance. Ils pensent que ceci peut être consolidé d'une part par le développement de la culture du dialogue et de la coexistence, et d'autre part par l'abandon de l'exclusion et la lutte contre l'idée de monopoliser le pouvoir. Les tenants de cette

vision exigent d'Ennahdha une profonde révision de ses idées et de se débarrasser de l'influence des sources idéologiques venues de l'étranger, allusion faites aux frères musulmans et le courant Salafiste d'obédience wahabite. Ils lui réclament de fonder son rattachement avec l'héritage réformateur de la Zitouna.

Il a été rappelé aussi la situation en Egypte, lorsque l'armée a décidé de renverser les frères musulmans et de leur retirer le pouvoir de force. Cet événement a eu un impact direct sur la situation en Tunisie, et a amené Ennahdha à être disposé à faire beaucoup de concessions par crainte de subir le même sort que les frères musulmans. Certains opposants pensent qu'Ennahdha pourrait accepter le changement du régime politique pour paver le terrain à une éventuelle candidature de Rached Ghannouchi aux prochaines présidentielles. Mais ils ont considéré que ceci peut affaiblir leurs bases électorales.

Ils estiment que, pour sa part, Nidaa Tounes maintiendra son orientation actuelle, et œuvrera à son tour à réunir les conditions pour la candidature d'Essebsi à un nouveau mandat présidentiel tel qu'on l'entend, scandé par certains. Il tâchera également à affaiblir le parlement et à renforcer les attributions du président de la république ce qui peut mener à un retour au règne sans partage, et menace sérieusement le processus démocratique dans son ensemble. Or si la rue est pour le moment silencieuse, elle peut, selon l'opposition, renouer en force avec la protestation si la conjoncture demeure inchangée.

Il est à relever à ce propos que les représentants du Nidaa Tounes, en dépit de leurs critiques incessantes à l'égard du

¹ Abdelaziz Tâalibi était le fondateur du Destour en 1920, parti politique duquel émerge le Néo-Destour du futur président de la République

tunisienne Habib Bourguiba.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Abdelaziz_Th%C3%A2albi

mouvement Ennahdha, ont envoyé à ses partisans des messages rassurants, et ce en affirmant la nécessité de faire prévaloir la raison et de poursuivre la recherche de dénominateurs communs. Il a été affirmé également que le modèle égyptien n'est pas le bienvenu en Tunisie, car la violence est la mauvaise approche avec les islamistes, et qu'elle a été utilisée auparavant par le président Ben Ali avec des résultats catastrophiques. Ainsi Nidaa a adopté comme méthode d'éviter l'affrontement avec le groupe Ennahdha au parlement. De nombreux membres du Nidaa Tounes persistent à dire que la relation avec Ennahdha a épargné le pays d'innombrables désastres, et a donné des résultats positifs. Quant à la baisse du taux de croissance, les représentants du Nidaa Tounes considèrent qu'elle résulte de la période d'avant leur accession au pouvoir. A ce propos, des critiques acerbes ont été dirigées vers le rôle joué par l'UGTT à cause de ce que considèrent certains comme une ingérence directe dans le champ politique, amenant ainsi le syndicat à dévier de sa ligne naturelle et à pratiquer le mélange des genres entre le rôle syndical au rôle politique.

Les dirigeants d'Ennahdha misent sur le consensus, et le considèrent comme un choix stratégique sur lequel ils s'appuient dans l'élaboration de leurs plans politiques. Ils tiennent à affirmer que le mouvement Ennahdha est « un parti démocratique qui construit dans un climat démocratique », et c'est la raison pour laquelle ils s'impliquent à barrer la route devant le retour de la dictature.

En dépit de ces affirmations de la part de la direction Ennahdha, les partis issus de Nidaa Tounes considèrent qu'il n'y a aucun intérêt politique à poursuivre l'alliance avec Ennahdha, notamment après l'échec de trois gouvernements échafaudés au tour de cette alliance. Cet échec résulte du fait que ces alliances n'ont pas été établies sur la base de

programmes politiques et qu'elles se résument à distribuer des quotas ministériels, et par conséquent constituent un simple accord venant d'en haut, superficiel, qui n'a pas été transféré vers les bases. Il est plus proche à une transaction politique qu'à l'alliance dans son sens profond. Il en résulte un périlleux déséquilibre dans les rapports de force puisque Ennahdha est devenu beaucoup plus fort que Nidaa qui s'est affaibli et a connu une érosion dans ses rangs à cause du retrait d'un grand nombre de ses cadres fondateurs. Par conséquent, ces derniers pensent que la Tunisie n'est pas loin aujourd'hui de l'exemple égyptien en réponse à l'argument que les tunisiens n'ont pas la culture des coups d'Etat. Ils estiment que si la crise économique s'aggrave et la crise politique continue, les institutions démocratiques seront elles-mêmes menacées dans leur existence. Ainsi, il en ressort ce qui a prévalu est « une compétition et non un consensus ». Autrement dit, l'alliance du Nidaa et d'Ennahdha représente actuellement « une menace imminente sur le processus démocratique ».

Ce constat est largement partagé au sein de l'opposition, dont certaines factions, y compris celles qui ont rompu avec Ennahdha, se posent la question : Est-ce que les tunisiens ont devant eux un véritable consensus politique ou non ? Ils donnent comme exemple, pour justifier la légitimité de cette question, l'inexistence d'une réelle solidarité gouvernementale, et que jusqu'à présent aucune vision globale des partis la coalition gouvernementale, qui manque de fondements clairs, ne s'est dégagée. Les tenants de ce point de vue continuent à remettre en question le statu quo, et se demandent si cette coalition peut être apparentée à un rapprochement séculier islamiste ? Est-ce que Nidaa Tounes est considéré comme un parti séculier ? Ce qui s'est passé entre les deux partis ne dépasse pas le cadre de l'intérêt tel que défini par David Hume. Par conséquent, cette relation

entre Ennahdha et Nidaa Tounes ne faisait pas partie des revendications des jeunes qui ont fait la révolution, et que ses répercussions sur la démocratie émergente sont négatives et dangereuses. Ce fut le résultat de l'absence d'un développement politique réel. Voilà pourquoi, aujourd'hui, il n'y a aucune garantie sur l'engagement des acteurs politique que les élections municipales auront lieu au mois de mars 2018 après avoir été reportées de leur date initiale, le 17 décembre 2017. Il y a de nouvelles inquiétudes que cela sera suivi par la décision de les renvoyer aux calendes grecques, malgré l'importance qu'occupent les élections dans les régimes démocratiques, étant donné que le règne démocratique c'est le règne contraint et non le règne de la majorité.

En contraste avec à cette vision sceptique quant à l'utilité de la politique d'alliance, d'autres pensent que ce qui a été ficelé entre Nidaa et Ennahdha est un choix politique judicieux, mais dont l'avenir est tributaire de la nécessité de coopérer pour faire face aux problèmes actuelles. De nombreuses parties prenantes tiennent à une impérieuse revendication à savoir la nécessité d'organiser des élections municipales et régionales.

IV. CRAINTE DE L'HEGEMONIE

Il y a une crainte de l'hégémonie du tandem Ennahdha / Nidaa en poursuivant l'alliance actuellement en place. C'est ce qui a poussé les opposants à cette alliance à appeler à l'ouverture du champ devant la mise en place de nouvelles alliances, et à accélérer la résolution des problèmes économiques et sociaux avant que tout le navire ne coule. Ce qui signifie que le processus démocratique en Tunisie est toujours menacé malgré chemin

important parcouru jusqu'à présent. La situation économique représente l'obstacle majeur face à l'achèvement du processus, qui permettra ainsi la réalisation du reste des objectifs de la révolution.

Certains opposants prédisent que si cette alliance perdure, "cela entraînera l'essoufflement et l'érosion de la base électorale du mouvement Ennahdha". Cela peut entraîner « une contraction du poids d'Ennahdha au parlement ». L'éventualité d'une candidature d'Essebsi pour un second mandat présidentiel entrainerait « une diminution de l'espace démocratique qui pourrait ouvrir la voie à un nouveau soulèvement ». Certains opposants ont considéré que le report des élections municipales et régionales représente « une menace pour les traditions démocratiques » et un signal négatif et dangereux.

Néanmoins, Ennahdha insiste sur la nécessité de l'institutionnalisation du dialogue entre tous sans exclusion et considère que le danger réel qui guette l'expérience tunisienne est la tentative de certaines forces de faire échouer cette expérience. Pour cette raison, les représentants du mouvement affirment qu'Ennahdha est prêt à préserver les libertés publiques. Tout en refusant de parler d'une alliance ad vitam aeternam avec Nidaa Tounes., ils croient, néanmoins, que l'intérêt du pays exige que cette alliance soit maintenue pendant au moins dix ans. Selon eux, au cours de cette période, il est nécessaire d'achever la mise en place le reste des institutions constitutionnelles telles que la Cour constitutionnelle.

V. CONCLUSIONS

Les participants à cet atelier ont exprimé leur volonté à poursuivre le dialogue qu'ils considèrent le meilleur moyen pour aborder la conjoncture et sauvegarder la démocratie. Cependant ils étaient profondément et radicalement en désaccord dans leur appréciation de l'expérience de consensus entre les partis Ennahdha et Nidaa. Certains ont défendu cette expérience en dépit de ses revers et de ses échecs économiques, et à l'opposé, d'autres l'ont vigoureusement chargée, ne lui trouvant aucun mérite, et la considérant comme une menace directe à la transition démocratique. Nous pouvons dire que l'atelier de Tunis a révélé cinq désaccords qui traversent actuellement les élites politiques actives :

1. L'alliance et le consensus entre les partis d'Ennahdha et Nidaa mèneraient-ils au gèle de la vie politique et menaceraient-ils la démocratie ?
2. Le consensus politique parviendra-t-il à protéger la démocratie en l'absence d'un consensus économique en mesure de résoudre les problèmes qui étouffent actuellement les tunisiens ?
3. Quel est le rôle des syndicats dans les phases transitoires difficiles ? Est-ce qu'ils doivent rester dans leur rôle revendicatif pour défendre les intérêts de ses adhérents sans tenir compte de la situation financière difficile de l'économie nationale ? Est-il permis aux syndicalistes d'intervenir dans les affaires politiques sous prétexte de participer à l'édification de la démocratie et à la protection de la révolution ?
4. Le report des élections municipales, pourra-t-il avoir des répercussions négatives sur le processus démocratique, ou bien est-ce qu'il représente un intérêt pour l'expérience, étant donné l'absence des conditions de concurrence entre le mouvement Ennahdha et les autres partis politiques ?
5. Une question controversée a également émergé lors des débats de l'atelier de Tunis, dont l'écho se fait progressivement sentir au niveau national. Il s'agit du système politique choisi pour la Tunisie post-révolution, fondé sur la répartition du pouvoir entre trois présidents, à savoir le Président de la république, le Premier ministre et le Président du parlement. D'aucuns estiment que ce système politique est le plus indiqué pour empêcher le retour de la tyrannie du fait qu'il a été démontré que le chef de l'Etat s'accaparait le pouvoir de décision menant ainsi à une dictature qui corrompt la vie politique. Tandis que d'autres voient, à l'aune de l'expérience vécue par le pays ces dernières années, que la répartition des pouvoirs sur plusieurs parties prenantes a affaibli l'Etat et a dispersé et bloqué la décision politique, ce qui a engendré de graves répercussions sur le pays et sa stabilité politique et sociale.

Il convient de noter qu'il a été pris acte du souhait, exprimé en particulier auprès des jeunes participants à l'atelier, de l'importance de consacrer un atelier pour les jeunes des deux partis Ennahdha et Nidaa, ainsi que des jeunes d'autres partis ou indépendants, pour savoir dans quelle mesure existe chez eux une réelle conviction du besoin de coexister et de protéger le consensus de l'effondrement au vu des critiques adressées à cette expérience par la majorité de l'opposition.

Concernant toujours cette dernière observation, la majorité des participants ont souligné l'importance de poursuivre ce dialogue, marqué par le sérieux et le franc-parler. Il représente une opportunité vitale pour clarifier les visions, dépasser les erreurs, se distancer de l'improvisation, et surmonter la logique du règlement de compte.